

Réponse de EI TELECOM à la consultation publique de l'ARCEP
**Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et
SMS des opérateurs en métropole et outre-mer pour la période 2014-2016**

Date limite de réponse à l'ARCEP : 28 juin 2013

Diffusion : ARCEP, réponse publique

Les passages surlignés en gris [XXX] sont couverts par le secret des affaires.

Question 1. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 2. Les acteurs sont invités, le cas échéant, à indiquer à l'Autorité si des opérateurs devraient être ajoutés ou au contraire retirés des listes présentées en Annexe A et en Annexe B. Ces indications pourront également concerner des opérateurs amenés à devenir commercialement actifs avant l'adoption du présent projet de décision

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 3. Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.

Le volume de trafic MMS sur le parc Full MVNO de EI TELECOM est encore trop faible pour être significatif. Le trafic ne semble pas, à première vue, être déséquilibré. En conséquence, EI TELECOM n'identifie pas aujourd'hui de risque financier requérant une régulation de la terminaison d'appel MMS.

Si le trafic venait à se déséquilibrer, cela pourrait représenter un risque financier nécessitant une régulation de la terminaison d'appel.

Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Question 5. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Question 6. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau

[XXX]

Question 7. Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 8. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant les problèmes concurrentiels rencontrés sur les marchés analysés

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 9. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation *ex ante*

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 10. Les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère raisonnable (i) d'une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents dans le réseau fixe de France Télécom (y compris pour sa partie RTC) ainsi que (ii) d'une période de mise en oeuvre limitée à 2 ans.

EI TELECOM considère comme l'Autorité qu'il faut réduire fortement le nombre de points d'interconnexion pertinents pour bénéficier du tarif régulé de terminaison d'appel de France Télécom vers les numéros correspondant à un accès RTC. En effet, le nombre actuel de CA dans l'offre d'interconnexion TDM de France Télécom (plus de 370) est complètement dissuasif pour un opérateur de petite taille comme EI TELECOM, qui a nécessairement recours à une prestation de transit.

Pour autant, EI TELECOM n'envisage pas de déployer une interconnexion directe avec France Télécom en mode TDM quand bien même le nombre de points nécessaires serait fortement réduit dans un horizon proche. En effet, EI TELECOM privilégie le déploiement d'interconnexions en mode IP.

Toutefois, une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents pour les appels vers les numéros correspondant à des accès RTC serait, pour EI TELECOM, un levier important pour négocier à la baisse le prix du transit.

EI TELECOM approuve la nécessité d'encadrer dans le temps cette transition mais considère que l'horizon devrait être raccourci à 12 mois.

Si EI TELECOM souhaite déployer des interconnexions directes en IP avec les principaux opérateurs, la nouvelle offre d'interconnexion IP de France Télécom reste cependant dissuasive en instaurant un nombre de PRN (10) encore trop élevé pour un petit opérateur comme EI TELECOM. EI TELECOM s'interroge sur le caractère raisonnable d'un tel nombre de points, qui est indépendant du trafic de l'opérateur interconnecté, en comparaison notamment des nombres de points retenus par les opérateurs mobiles dans leurs offres d'interconnexion IP à paraître.

Question 11. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur une extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.

EI TELECOM n'a pas de commentaire à apporter.

Question 12. Les acteurs sont invités à commenter sur les obligations non-tarifaires envisagées par l'Autorité.

De manière générale, EI TELECOM souhaite que l'Autorité précise que l'ensemble des obligations, non-tarifaires et tarifaires, s'appliquent indépendamment du mode d'interconnexion (TDM ou IP).

En ce qui concerne l'obligation d'accès, EI TELECOM souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur la problématique, pour un petit opérateur, du nombre et de la localisation des points d'interconnexion pertinents chez les opérateurs tiers, a fortiori dans un contexte d'élaboration en cours des offres d'interconnexion IP.

En l'occurrence, EI TELECOM souhaite déployer des interconnexions directes en IP avec les principaux opérateurs métropolitains. A ce sujet, EI TELECOM juge tout à fait raisonnable que ces opérateurs proposent, du moins pour un trafic faible, un nombre de points d'interconnexion IP pertinents limités à deux, situés en Ile-de-France. Toute autre architecture d'interconnexion IP serait de nature à dissuader les petits opérateurs demandeurs et ne serait pas justifiée.

EI TELECOM invite l'Autorité à encadrer en ce sens les architectures d'interconnexion IP des opérateurs mobiles qui seront publiées prochainement.

En ce qui concerne l'obligation de publication d'une offre de référence, EI TELECOM estime raisonnable de définir, pour les opérateurs disposant d'une base faible de clients actifs, des modalités de publication allégées. EI TELECOM considère que le seuil pourrait être relevé à deux millions de clients actifs, ce seuil correspondant encore à des opérateurs ayant très peu de demandes d'interconnexions directes.

Pour éviter toute ambiguïté, EI TELECOM suggère de préciser ce seuil dans le cas des *Full-MVNO* disposant également d'une base de clients *Light-MVNO*: le seuil de clients correspond aux clients vers lesquels l'opérateur effectue la prestation de terminaison d'appel, autrement dit les clients rattachés à son architecture de *Full-MVNO*.

En ce qui concerne l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, EI TELECOM estime raisonnable de ne pas l'étendre aux Full-MVNO.

[XXX]

Question 13. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur l'encadrement tarifaire envisagé par l'Autorité concernant la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers.

Le trafic SMS étant aujourd'hui équilibré, EI TELECOM n'identifie pas de risque financier à court-terme lié à un maintien du tarif de terminaison d'appel SMS actuel, qui est, EI TELECOM tient à le souligner, nettement au-dessus des coûts complets d'un opérateur générique efficace.

Toutefois, ce plafond tarifaire élevé constitue un risque financier important pour les petits opérateurs si les trafics venaient à se déséquilibrer.

Question 14. Les acteurs sont invités à se prononcer sur la pertinence de fixer un encadrement tarifaire pluriannuel pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push » et le cas échéant à commenter les modalités de cet encadrement.

EI TELECOM propose un unique contrat aux éditeurs et agrégateurs et a construit une grille tarifaire suffisamment attractive pour attirer un maximum d'acteurs. Le niveau de tarif pratiqué aujourd'hui permet à EI TELECOM de se prémunir contre le spam. [XXX]
De plus, EI TELECOM n'a pas constaté de forte demande des agrégateurs pour une baisse des tarifs et les principaux acteurs de ce marché sont raccordés à EI TELECOM.
Ainsi, au vu de la situation du marché, EI TELECOM ne juge pas pertinent de fixer un encadrement tarifaire.

Question 15. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l'Autorité n'a pas posé de questions particulières aux acteurs.

EI TELECOM souhaite apporter des commentaires sur l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel vocal fixe et vocal mobile.

- Sur les plafonds tarifaires de terminaison d'appel mobile

Afin de limiter les risques financiers pesant sur les petits opérateurs dans un contexte de régulation symétrique de la terminaison d'appel, EI TELECOM estime nécessaire de fixer, pour l'ensemble des opérateurs, des plafonds tarifaires de terminaison d'appel au niveau des coûts incrémentaux d'un opérateur générique efficace et donc (sous réserve des résultats du modèle de coûts mise à jour) d'abaisser significativement les plafonds actuels.

[XXX]

- Sur les pénalités en cas d'utilisation inefficace des ressources

L'offre d'interconnexion IP de France Télécom fonctionne sur un principe d'achat de capacité logique sous forme de sessions. L'opérateur interconnecté est responsable du dimensionnement des sessions qui lui sont nécessaires pour écouler l'ensemble des communications remises à France Télécom. La prestation de terminaison d'appel est facturée selon un tarif global à la minute, il n'y a pas de composante tarifaire à la capacité. Toutefois France Télécom applique des pénalités en cas de sous-remplissage des sessions.

A la connaissance de EI TELECOM, les futures offres d'interconnexion IP des opérateurs mobiles fonctionneront selon le même schéma tarifaire.

EI TELECOM considère que ces pénalités sont à prendre en compte dans l'analyse des tarifs de terminaison d'appel pratiqués par les opérateurs fixes et mobiles. EI TELECOM étudie actuellement les différents mécanismes de pénalités envisagés par les opérateurs et en évalue les impacts sur ses coûts d'interconnexion en cas de déploiement d'interconnexions directes.

En effet, EI TELECOM est dans une phase de croissance rapide de son trafic sur l'architecture Full-MVNO. De ce fait, le dimensionnement des interconnexions (qui doit être fait avec plusieurs mois d'anticipation et une marge de redondance d'autant plus forte que le nombre de points d'accès est réduit) comporte une sous-utilisation naturelle et mécanique qui ne provient pas de facteurs d'inefficacité, bien au contraire.

Ces mécanismes de pénalités ne doivent pas pénaliser les petits opérateurs en augmentant artificiellement leurs coûts d'interconnexion. EI TELECOM invite l'Autorité à y veiller.